



## BRESIL

(20 janvier 2011)

### Les points à retenir :

- La mission au BRESIL ne peut excéder 12 mois maximum
- Les indemnités V.I.E ne sont pas imposables
- Le titre de séjour délivré est le visa temporaire prévu à l'article 13, paragraphe V de la loi n° 6.815 du 19 août 1980 (*visto temporário*)

### Titres de séjour et formalités juridiques

Les Volontaires Internationaux en Entreprise (V.I.E) affectés au BRESIL doivent être en possession **d'une autorisation de séjour liée à un visa Temporario V<sup>1</sup>**, dont une copie doit obligatoirement avoir été adressée à UBIFRANCE avant la journée d'intégration.

**Ce visa est accordé pour une durée de 12 mois non prorogeable et concerne un perfectionnement professionnel.**

Deux situations doivent être distinguées : l'entreprise avec filiale au Brésil et l'entreprise non implantée.

Une lettre de couverture explicative de la situation de l'entreprise (sur papier à en-tête de la structure brésilienne, qui présente la demande de visa) doit être jointe au dossier de demande (modèles-types fournis par UBIFRANCE).

Les textes sont disponibles sur le site du Conseil National de l'Immigration (CNIg), organe du ministère brésilien du Travail et de l'Emploi (MTE) à Brasilia : [http://www.mte.gov.br/legislacao/resolucoes\\_normativas](http://www.mte.gov.br/legislacao/resolucoes_normativas)).

Délai d'obtention = environ 1 mois pour la constitution du dossier et 2 mois maximum pour obtenir l'autorisation de séjour délivrée par le MTE. Il est nécessaire néanmoins de prévoir une marge de sécurité pour les demandes intervenant en fin d'année et pendant le 1<sup>er</sup> trimestre (été austral et Carnaval).

<sup>1</sup> Le visa n'est pas nécessaire pour les candidats bénéficiant d'une double nationalité ou mariés à un ressortissant brésilien. Dans ce cas, l'entreprise locale devra déclarer auprès des autorités fiscales compétentes les indemnités perçues par le V.I.E. Elle devra également prendre à sa charge la totalité du montant de l'imposition (conformément aux dispositions de l'article 2-5 de la convention signée entre UBIFRANCE et l'entreprise française bénéficiaire de la procédure

## Démarches à effectuer au Brésil

La structure d'accueil, dont l'effectif doit être composé d'au moins 2/3 de Brésiliens, effectue la demande d'autorisation de séjour auprès du MTE. Cette autorisation est ensuite transmise au Ministère des Relations Extérieures (MRE) qui autorise le Consulat à délivrer le visa.

**Il est vivement conseillé de faire appel à un *Despachante Documentario* (mandataire) ou à un cabinet d'avocat, afin de présenter un dossier complet dès son dépôt au MTE.**

**Tout document manquant ou incomplet peut rallonger considérablement les délais.**

Outre les éléments demandés par le MTE à la structure d'accueil, celle-ci devra également lui remettre les documents relatifs à la situation du candidat :

- la copie de la première page du passeport du candidat,
- l'attestation d'UBIFRANCE remise à la maison-mère avec l'accusé réception de la demande,
- la lettre de couverture explicative à en-tête de la structure d'accueil expliquant les missions et conditions de mise à disposition du V.I.E
- l'attestation de prise en charge des frais médicaux et hospitaliers (*Comprovante de seguro medico-hospitalar*), remise à la maison mère par UBIFRANCE avec l'accusé de réception.
- Le Curriculum Vitae

Informations sur la légalisation de documents : <http://vosdroits.service-public.fr/particuliers/N365.xhtml?&n=Papiers&l=N21>

Lorsque le dossier est accepté, les autorités brésiliennes transmettent leur accord au Consulat du Brésil à Paris.

## Démarches à effectuer en France dès accord du MTE

**La demande de visa doit obligatoirement être effectuée en ligne.** Le formulaire est disponible sur le site <https://scedv.serpro.gov.br/frscedv/index.jsp> (ne sont disponibles en ligne que les versions en portugais et en anglais. Jusqu'à ce qu'une version en français soit disponible, un des deux formulaires doit être utilisé).

### Démarches en ligne

1. Remplir tous les champs du formulaire
2. Cliquer sur "SEND" pour obtenir votre numéro de suivi sur un récépissé
3. Imprimer le récépissé
4. Apposer une photo sur le champ correspondant

5. Signer le récépissé
6. Effectuer le paiement des émoluments
7. Apporter au Consulat le récépissé signé, le passeport, ainsi que les autres pièces exigées, parmi lesquelles le récépissé de paiement des émoluments.

### Démarches au Consulat

Remettre à l'agent consulaire le récépissé signé, les pièces exigées et le reçu de paiement des émoluments

Le candidat doit se présenter, sauf cas de force majeure, **en personne**, au Consulat du Brésil à Paris pour l'obtention de son visa.

Délai d'obtention : cf. site de l'ambassade

### A l'arrivée au Brésil

Dans les 30 jours qui suivent son arrivée au Brésil, le candidat doit obtenir une carte d'identité (RNE) auprès de la Police Fédérale (documents à remplir, prise d'empreintes et signatures). Il lui sera remis une carte d'identité temporaire. La carte d'identité définitive est délivrée quelques mois plus tard par cette même administration.

### Immatriculation au Consulat

Il est vivement conseillé aux V.I.E de s'immatriculer dès leur arrivée auprès du Consulat de France. L'inscription est nécessaire pour obtenir ou renouveler les documents d'identité, s'inscrire sur les listes électorales, etc... ([http://ambafrance-br.org/france\\_bresil/](http://ambafrance-br.org/france_bresil/))

**Afin de prendre les dispositions nécessaires, nous vous demandons de consulter impérativement avant votre départ et régulièrement pendant votre mission le site internet « Conseils aux voyageurs » mis à jour par le MAEE.**

**Vous y trouverez les informations relatives aux conditions sanitaires (liste des éventuels vaccins / traitements obligatoires) et sécuritaires de votre pays d'affectation ou ceux sur lesquels vous serez amené à vous déplacer pendant votre mission :**

**[http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs\\_909/index.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs_909/index.html).**

### Durée du V.I.E

Les V.I.E peuvent être affectés au BRÉSIL pour une durée de 6 à 12 mois<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> La mission peut être portée à 24 mois pour les V.I.E disposant de la double nationalité ou mariés à un ressortissant brésilien.



## Fiscalité

---

Le visa de séjour requis pour effectuer un V.I.E au Brésil est différent du visa de travail classique. Il s'agit d'un visa permettant la réalisation d'une formation professionnelle, postérieure à l'obtention d'un diplôme, sans lien de travail avec l'entreprise établie au Brésil. En conséquence, l'entreprise brésilienne qui effectue une demande de visa auprès des autorités brésiliennes ne fait pas entrer le V.I.E dans ses effectifs et est, de ce fait, exonérée du paiement de toutes charges sociales.

Les indemnités que perçoit le Volontaire lors de sa mission au Brésil ne sont pas imposées dans ce pays.

Toutefois, si ce principe venait à évoluer, les dispositions de l'article 2-5 de la convention signée entre UBIFRANCE et l'entreprise française bénéficiaire de la procédure, trouveraient à s'appliquer. Cet article est rédigé comme suit :

*"Si les sommes versées au Volontaire sont considérées par le pays d'accueil comme revenus imposables, l'entreprise s'engage à prendre à sa charge le montant de cette imposition comme celle qui serait exigée du Volontaire du fait de l'occupation de son logement ».*

N.B. : nous vous remercions de nous tenir informés de toute demande ou position que l'administration fiscale étrangère pourrait formuler concernant le statut fiscal du V.I.E.

A titre d'information complémentaire, UBIFRANCE vous communique la recommandation suivante :

Il est déconseillé aux entreprises de refacturer le coût du V.I.E à leur entité locale qui accueille le V.I.E, ce qui aurait des conséquences fiscales en cas de contrôle comptable. En aucun cas la Mission Economique et/ou UBIFRANCE ne pourrait régulariser une situation qui relèverait de la responsabilité de l'entreprise en France.

Par ailleurs, UBIFRANCE rappelle que le statut V.I.E est endossé par le Volontaire dès le 1<sup>er</sup> jour du mois de son affectation. A compter de cette date, le Volontaire ne pourra exercer simultanément aucune activité rémunérée, fût-elle publique ou privée, et ce, jusqu'au terme de sa mission (congrés inclus).

## **Protection sociale**

---

Les ayants droit du Volontaire bénéficient d'une protection sociale dans le cadre de la couverture sociale contractée par UBIFRANCE au profit du Volontaire.

Les conditions de prise en charge de l'ayant droit sont précisées par le cabinet d'assurance en charge de la protection sociale des V.I.E : [www.frequence-expat.com/ubifrance](http://www.frequence-expat.com/ubifrance)

### **Contacts UBIFRANCE-Mission Economique**

UBIFRANCE-Mission Economique de Sao Paulo  
Rue Marina Cintra 94-Jardim Europa  
01446-901 Sao Paulo SP  
Tel (55-11)3087 3100 – Fax (55-11)3087 3101

Contact = Vanessa Bandeira, Assistante sectorielle  
Email = [vanessa.bandeira@ubifrance.fr](mailto:vanessa.bandeira@ubifrance.fr)  
Tel (55-11)3087 3105

UBIFRANCE-Mission Economique de Rio de Janeiro  
Av Presidente Antonio Carlos, 58, 5° Andar  
20020-010 RIO DE JANEIRO  
Tél. (55-21) 3974 6880 – Fax. (55-21)3974 6898  
E-mail. [riodejaneiro@missioeco.org](mailto:riodejaneiro@missioeco.org)

Contact = Felicia Gusti, Assistante sectorielle  
E-mail = [felicia.gusti@ubifrance.fr](mailto:felicia.gusti@ubifrance.fr)  
Tél. (5521) 3974-6882

*Pour décharger votre entreprise et le V.I.E des procédures administratives et légales, Ubifrance et son partenaire Executive Relocations proposent un service d'aide à l'obtention du visa de travail. Toutes informations concernant cette prestation peuvent être obtenues auprès de la cellule visas (coordonnées ci-dessous)*

### **Contacts à UBIFRANCE – Direction V.I.E**

**Cellule Visas :**

**[Visas-vie@ubifrance.fr](mailto:Visas-vie@ubifrance.fr)**

**Tel : 04 96 17 25 65/25 68/25 56**



**(EMPRESA: NOME, LOGO)**

**(Cidade, data)**

Exmº Dr. Paulo Sérgio de Almeida  
Presidente do Conselho Nacional de Imigração -CNIg  
Ministério do Trabalho e Emprego  
Esplanada dos Ministérios  
Bloco F - Anexo - Ala B - 2º andar - Sala 278  
70059-900 Brasília – DF

**(Nº do protocolo)**

Senhor Presidente,

Queira encontrar em anexo o pedido de visto temporário do dia **(data)** para o(a) Sr(a). **(nome do trainee)**, que estará participando do programa de capacitação profissional dos Voluntários Internacionais em Empresa (V.I.Es) do **(data)** ao **(data)** dentro da nossa empresa **(nome da subsidiária no Brasil)**.

O programa V.I.E contempla uma missão no exterior durante a qual um jovem graduado adquire as competências profissionais necessárias à prática de sua profissão, geralmente na filial de uma empresa francesa.

A missão do(a) Sr(a). **(nome do trainee)** será **(missão principal)**.

O programa V.I.E, criado na França pela Lei nº 2000-242, de 14 de março de 2000, é regulado pelo Código do Serviço Nacional Universal, que prevê o voluntariado civil junto a empresas francesas no exterior. O programa constitui um dos instrumentos da atuação francesa no exterior, em termos de cooperação econômica com os países com os quais a França mantém relações diplomáticas e comerciais.

A agência pública para o desenvolvimento internacional das empresas Ubifrance foi designada pelo ministro do Comércio Exterior, o qual tem autoridade sobre os voluntários durante o tempo de missão dos mesmos, para exercer a função de gestor do programa V.I.E, garantindo o vínculo formal estabelecido, de um lado, com a empresa francesa e, de outro lado, com o voluntário. Tal vínculo formal indireto entre a empresa e o voluntário é concretizado por Ubifrance na forma de um Termo de Compromisso assinado pelo voluntário e um Contrato firmado com a empresa na França.

Responsável pelo jovem profissional por toda a duração das atividades do mesmo no programa V.I.E, a própria agência Ubifrance arca com todas as despesas necessárias à cobertura social, inclusive despesas de repatriação caso seja necessário, além de garantir ao jovem a transferência de auxílios financeiros que lhe permitam arcar com despesas necessárias à permanência no país em que for enviado. Tais auxílios são definidos por decreto, uma vez que são vinculados a um estatuto público.

Embora este programa seja administrado por Ubifrance por decisão do ministro francês do Comércio Exterior, os trainees (V.I.Es) não deixam de ser selecionados e enviados à filial brasileira pela própria matriz francesa.

O programa V.I.E era regido pela Resolução Normativa (RN) nº 37 de 28 de setembro de 1999 e por isso, gostaríamos de trazer-lhe alguns esclarecimentos sobre o funcionamento deste programa, com intuito de atender as exigências da RN nº 87 de 15 de setembro de 2010.

---

**(Endereço / Contato)**

A partir do exposto acima, consideramos que o programa V.I.E não fere nenhuma das disposições da RN nº 87 e traz as garantias esperadas por este ministério no que diz respeito às responsabilidades contempladas pelo direito trabalhista, tributário e social de nossos dois países.

Solicitamos, com base nos aspectos mencionados acima, a concessão do visto temporário previsto no artigo 13, inciso V, da Lei nº 6.815 de 19 de agosto de 1980 e ficamos à disposição de Vossa Senhoria para maiores esclarecimentos ou informações adicionais que considerar necessário no tocante ao programa V.I.E e sua implementação.

Apresentamos-lhe, Senhor Presidente, protestos de elevada consideração.

**(Nome)**  
**(Cargo)**

**(ENTIDADE TERCEIRA: NOME, LOGO)**

**(Cidade, data)**

Exmº Dr. Paulo Sérgio de Almeida  
Presidente do Conselho Nacional de Imigração -CNIg  
Ministério do Trabalho e Emprego  
Esplanada dos Ministérios  
Bloco F - Anexo - Ala B - 2º andar - Sala 278  
70059-900 Brasília - DF

**(Nº do protocolo)**

Senhor Presidente,

Queira encontrar em anexo o pedido de visto temporário do dia **(data)** para o(a) Sr(a). **(nome do trainee)**, que estará participando do programa de capacitação profissional dos Voluntários Internacionais em Empresa (VIEs) do **(data)** ao **(data)**.

O(a) Sr(a). **(nome do trainee)** realizará este treinamento pelo conta da empresa **(nome da empresa na França)** dentro da nossa entidade **(nome da entidade no Brasil)**.

O programa VIE contempla uma missão no exterior durante a qual um jovem graduado adquire as competências profissionais necessárias à prática de sua profissão, geralmente na filial de uma empresa francesa, mas pode ocorrer, em alguns casos (inclusive o presente caso), que ele seja recebido por uma Câmara de comércio bilateral ou parceiro comercial local, no intuito de preparar a implantação da empresa francesa para a qual ele for enviado ao Brasil.

A missão do (a) Sr(a). **(nome do trainee)** será **(missão principal)**.

O programa VIE, criado na França pela Lei nº 2000-2 42, de 14 de março de 2000, é regulado pelo Código do Serviço Nacional Universal, que prevê o voluntariado civil no exterior, junto a empresas francesas. O programa constitui um dos instrumentos da atuação francesa no exterior, em termos de cooperação econômica com os países com os quais a França mantém relações diplomáticas e comerciais.

A agência pública para o desenvolvimento internacional das empresas Ubifrance foi designada pelo ministro do Comércio Exterior, o qual tem autoridade sobre os voluntários durante o tempo de missão dos mesmos, para exercer a função de gestor do programa VIE, garantindo o vínculo formal estabelecido, de um lado, com a empresa francesa e, de outro lado, com o voluntário. Tal vínculo formal indireto entre a empresa e o voluntário é concretizado por Ubifrance na forma de um Termo de Compromisso assinado pelo voluntário e um Contrato firmado com a empresa na França.

Responsável pelo jovem profissional por toda a duração das atividades do mesmo no programa VIE, a própria agência Ubifrance arca com todas as despesas necessárias à cobertura social, inclusive despesas de repatriação caso seja necessário, além de garantir ao jovem a transferência de auxílios financeiros que lhe permitam arcar com despesas necessárias à permanência no país em que for enviado. Tais auxílios são definidos por decreto, uma vez que são vinculados a um estatuto público.

Embora este programa seja administrado por Ubifrance por decisão do ministro francês do Comércio Exterior, os trainees (VIEs) não deixam de ser selecionados e enviados ao Brasil pela própria empresa francesa.

O programa VIE era regido pela Resolução Normativa (RN) nº 37 de 28 de setembro de 1999 até sua revogação pela RN nº 87 de 15 de setembro de 2010 e por isso, consideramos relevante de trazer-lhe alguns esclarecimentos sobre o funcionamento deste programa, que não fere nenhuma das disposições do direito de nossos dois países.

A partir do exposto acima e considerando que a intermediação por parte da Ubifrance traz as garantias esperadas por este ministério no que diz respeito às responsabilidades contempladas pelo direito trabalhista, tributário e social, solicitamos, com base da resolução normativa nº 27 do 25 de outubro de 1998, que prevê a avaliação por parte do Conselho Nacional de Imigração, de situações especiais, a concessão do visto temporário previsto no artigo 13, inciso V, da Lei nº 6.815 de 19 de agosto de 1980.

Ficamos à disposição de Vossa Senhoria para maiores esclarecimentos ou informações adicionais que considerar necessário no tocante ao programa VIE e sua implementação.

Apresentamos-lhe, Senhor Presidente, protestos de elevada consideração.

**(Nome)**  
**(Cargo)**